

## Bureau du Conseil de l'Europe à Bakou



Depuis 2014, les activités de coopération en Azerbaïdjan ont été guidées par des plans d'action successifs du Conseil de l'Europe préparés conjointement avec les autorités nationales et visant à mettre la législation et les pratiques nationales davantage en conformité avec les normes européennes et internationales dans les domaines des droits humains, de l'état de droit et de la démocratie. Le plan d'action actuel pour 2022-2025 a été lancé à Bakou en avril 2022.

Les priorités du plan d'action comprennent notamment améliorer la mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), prévenir et lutter contre les violences sexistes et domestiques, renforcer les capacités des organes de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, garantir et protéger la liberté d'expression et renforcer les capacités des médias, améliorer l'efficacité du système judiciaire, promouvoir la tolérance et la non-discrimination, améliorer le système de justice pénale, protéger et promouvoir les droits de l'enfant, garantir les droits sociaux, améliorer les conditions de détention, renforcer le dialogue entre le gouvernement et les institutions de la société civile, renforcer la participation des jeunes et développer les capacités en matière d'éducation aux droits humains et à la citoyenneté des jeunes.

### PRINCIPALES RÉALISATIONS

#### **Amélioration de la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme**

Dans le cadre d'une tendance générale positive, l'Azerbaïdjan a clôturé 6 affaires en 2020, 12 en 2021 et 35 en 2022.

#### **Un cadre plus efficace pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique**

Amélioration de la législation et des pratiques ; fonctionnement plus efficace des ordonnances de protection ; sensibilisation accrue aux normes d'égalité entre les femmes et les hommes parmi les fonctionnaires, les professionnels du droit, les étudiants en droit et les organisations de la société civile.

### CHIFFRES CLÉS

#### 17 MEMBRES DU PERSONNEL

6 agents - équipe centrale

11 agents - équipes de projet

#### 6 PROJETS SPECIFIQUES AU PAYS

4 projets dans le cadre du Partenariat pour une bonne gouvernance de l'UE/Conseil de l'Europe

2 projets dans le cadre du Partenariat pour une bonne gouvernance de l'UE/Conseil de l'Europe

#### 3 PROJETS RÉGIONAUX

## PRINCIPALES RÉALISATIONS

### CHIFFRES CLÉS

#### BUDGET DU PLAN D'ACTION

Le budget révisé du plan d'action est de 12,9 millions d'euros.

7,5 millions d'euros garantis - 55%.

#### **Un cadre juridique et institutionnel plus solide pour lutter contre la corruption et le blanchiment d'argent**

Des réformes législatives ont été menées à bien, notamment des modifications du code de procédure pénale et une amélioration de la législation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, le recouvrement d'actifs et les sanctions financières ciblées. Des pratiques d'évaluation des risques de corruption dans les institutions publiques sont améliorées.

#### **Meilleures compétences des journalistes - liberté d'information accrue :**

Amélioration des compétences des professionnels des médias en ce qui concerne l'atténuation des discours de haine, les reportages sensibles au genre et la couverture médiatique des conflits et des élections. Sensibilisation accrue des avocats, des juges et des procureurs à la liberté d'expression et d'information, à la protection des données et de la vie privée, à l'accès à l'information.

#### **Une justice plus efficace**

Utilisation accrue des outils de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) par les tribunaux azerbaïdjanais. Meilleur accès aux tribunaux pour les groupes vulnérables. Stratégie de communication plus efficace de la part du pouvoir judiciaire. Amélioration de la qualité des services de médiation.

#### **Sensibilisation accrue à l'égalité et à la non-discrimination**

Modification de la loi constitutionnelle sur le médiateur afin d'étendre son mandat à la lutte contre la discrimination. Amélioration du dialogue entre la société civile et les agences gouvernementales.

#### **De meilleures compétences pour les jeunes**

Mise en place d'un réseau informel de formateurs de jeunes. Renforcement des capacités des organisations locales de jeunesse et des centres de jeunesse en matière de promotion de l'éducation aux droits humains et de la participation démocratique des jeunes.

#### **Amélioration du système pénitentiaire**

Amélioration du système de gestion des prisons, de la promotion de la santé et de l'intégration des personnes libérées.

### TEMPS FORT

Témoignage d'une étudiante de la faculté de droit de l'Université d'État de Bakou dans le cadre du programme "Étudiant pour étudiant" : *"Cette initiative, mise en œuvre conjointement avec le bureau du Conseil de l'Europe à Bakou, n'est pas seulement un projet, c'est un modèle de mentorat et d'apprentissage"*.

Le renforcement de la coopération avec les professeurs d'université et les étudiants, notamment de l'Université d'Etat de Bakou, de l'Université slave de Bakou, de l'Université des langues d'Azerbaïdjan et de l'Université ADA, est l'une des priorités de la coopération transversale.

Les informations fournies sont datées du 31 décembre 2023.

### PLUS D'INFORMATION

<https://www.coe.int/baku>

Facebook : @CoEinBaku

#### Contact

Marine Plaza Premium Offices, 13th floor  
62 Uzeyir Hajibeyli str., AZ1010 Baku  
Téléphone : (+99412) 599 1162/63/64 or  
Email : [fiekdbaku@coe.int](mailto:fiekdbaku@coe.int)



TELECHARGER LE  
PLAN D'ACTION POUR  
AZERBAÏDJAN 2022-2025

